



DECEMBRE 2017

LE P'TIT OBS

La lettre de l'observatoire

UN POINT SUR LES SYSTEMES ELEVAGES

L'AGILITÉ POUR FAIRE FACE À UN CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE MOUVANT

La région Hauts-de-France est une région à haut potentiel agricole. Elle bénéficie de conditions pédoclimatiques favorables et consacre 68% de sa SAU à l'agriculture (52% en moyenne nationale). Elle est en tête des régions françaises pour nombre de productions : blé, betterave, pommes de terre, légumes... L'élevage est aussi une composante économique importante pour l'agriculture régionale. Il est notamment un très gros pourvoyeur d'emplois dans une région, touchée par le chômage. Malmenées par différentes crises économiques, climatiques et

sanitaires depuis une dizaine d'années, de nombreuses exploitations d'élevage ont disparu. Celles en place devront continuer à s'adapter pour résister aux aléas futurs, dont on ne peut connaître ni leur nature, ni leur intensité et leur fréquence d'apparition.

Les réseaux d'observation INOSYS et les diagnostics d'exploitation apportent des éléments de réflexion pour aider l'éleveur à élaborer une stratégie d'adaptation et de conquête. Il s'agit d'être plus agile face aux opportunités de bien connaître ses forces et faiblesses pour s'engager dans un cercle vertueux de création de valeur ajoutée.



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Avec la contribution financière
du compte d'affectation spéciale
« Développement agricole et rural »



L'élevage : une filière de poids en Hauts-de-France

45% des exploitations font de l'élevage

La Région comptait 10 300 exploitations avec au moins un élevage (toutes espèces confondues) en 2013 selon Agreste. Elles se répartissent en 2 groupes distincts :

- 5 800 exploitations spécialisées en élevage.
- 4 500 exploitations agricoles dites à orientation mixte en polyculture-polyélevage.

20 000 personnes travaillent dans les élevages sur ces exploitations et 25 000 dans les activités induites en amont et en aval. La filière élevage emploie donc 45 000 personnes dans les Hauts-de-France.

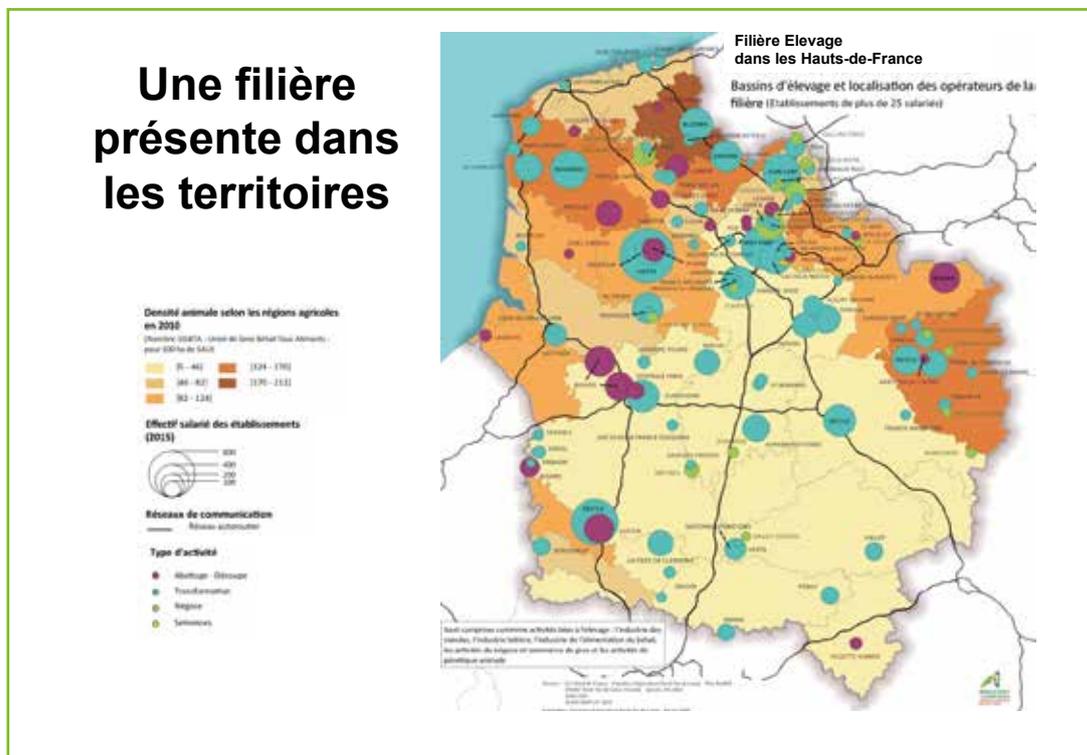
En 2016, les productions animales réalisent 28% du chiffre d'affaires régional soit 1,5 milliard d'euros sur les 5,2 milliards apportés par les productions agricoles dans les Hauts-de-France.

L'élevage est, encore aujourd'hui, un pilier pour les territoires ruraux en difficultés

En effet, les territoires particulièrement spécialisés dans l'élevage :

- en production (Flandres, Thiérache, Boulonnais, Pévèle, Haut-Pays d'Artois, Plaine de la Lys),
 - en transformation (Ternois, Ponthieu, Thiérache, Haut-Pays d'Artois, Plateau Picard),
- sont aussi des territoires économiquement et socialement très touchés avec des taux de chômage et de pauvreté parmi les plus élevés de la Région.

Or l'élevage est un réel atout pour maintenir l'emploi dans les territoires ruraux en difficultés puisque 1 emploi Equivalent Temps Plein en élevage crée 1,25 ETP supplémentaires dans les autres secteurs d'activité connexes à l'élevage





Des résultats économiques mitigés

Le chiffre d'affaires des productions animales est en stagnation depuis 25 ans autour de 1,5 milliard d'euros. Une stagnation d'autant plus significative que les productions végétales connaissent, elles, une croissance sur la période 1990-2012 de 1,6% par an, même si la tendance s'est inversée depuis.

La contribution des productions animales au chiffre d'affaires agricole régional apparaît donc en sévère recul : elles en représentent 35% en 1990 et 28% en 2016.

La volatilité des prix en productions animales s'est accrue ces dernières années sans toutefois atteindre celle des productions végétales. Mais il apparaît bien que pour les productions animales, l'effet prix est prépondérant à l'effet volume dans l'évolution de la valeur des productions et des revenus agricoles.

La valeur de la production animale suit principalement la tendance de celle de la filière laitière en raison de son poids dans le chiffre d'affaires animal en Hauts-de-France (50%). L'évolution positive entre 2010 et 2014 est ainsi principalement due aux années de croissance exceptionnelle du prix du lait en 2013 et 2014, contrastant avec les évolutions à la baisse pour les viandes et plus spécifiquement les viandes de porc et de volailles.

Les revenus des agriculteurs se révèlent cependant, globalement en hausse, en raison d'une baisse de l'emploi plus forte que celle de la valeur de la production. L'importance relative du système de polyculture-polyélevage a également aidé à maintenir un revenu moyen en hausse sur les 25 dernières années.

Pour toute information sur la filière élevage en Hauts-de-France :

<http://www.hautsdefrance.chambres-agriculture.fr/publications/la-publication-en-detail/actualites/la-filiere-elevage-en-hauts-de-france-diagnostic-tendance-et-enjeux/>

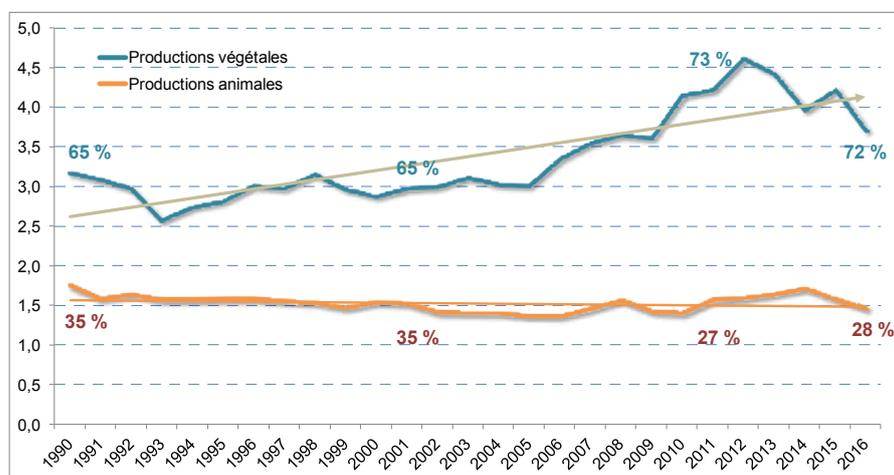
Résilience des exploitations en système élevage : vue des réseaux INOSYS et des diagnostics d'entreprise en Hauts-de-France, en passant par la vision des éleveurs et des conseillers, les principaux enseignements

Tout d'abord, une définition de la résilience : c'est la capacité d'un système à pouvoir retrouver son état initial ou un nouvel état d'équilibre, après une perturbation.

Attention ! la performance technico-économique n'est pas synonyme de résilience.

Depuis 10 ans, les éleveurs laitiers ou allaitants doivent affronter des aléas tant économiques, climatiques que sanitaires dans un contexte de volatilité des prix et un cadre réglementaire évolutif. L'envolée des prix des matières premières et de l'énergie, combinée à la fièvre catarrhale ovine en 2007 et 2008, la chute du prix du lait en 2009 et 2016, les épisodes de sécheresse de 2011 et 2015, la réforme de la PAC et la convergence des aides depuis 2015 qui impactent fortement notre région : autant de contraintes avec lesquelles nos systèmes doivent être en capacité de résister (notion de système robuste) ou de s'adapter (notion de système flexible). La résilience des exploitations est étudiée au niveau national, dans les réseaux d'élevage INOSYS et au niveau régional Hauts-de-France, notamment à travers les résultats des diagnostics AGE (Analyse Globale de l'Exploitation), réalisés dans le cadre du Plan de Soutien Régional 2016 à l'élevage¹.

Le chiffre d'affaires des productions agricoles dans les Hauts-de-France



Source : Agreste – Comptes de l'agriculture base 2010 ; Traitements Chambres d'agriculture HdF et NIPdC



Inosys, un réseau national

Le réseau INOSYS national identifie des traits communs aux exploitations les plus résilientes : elles sont le plus souvent en système de polyculture-élevage (le projet Casdar RED-SPYCE étudie l'effet du couplage et de la complémentarité entre cultures et élevages sur la performance économique des fermes de polyculture-élevage). Ces exploitations présentent une forte productivité au travail : SAU ou ateliers sont de plus grande dimension, les charges de structure sont amorties par les volumes. L'efficacité économique est également meilleure avec des charges mieux maîtrisées et de bonnes performances techniques de l'atelier bovin, lait ou viande. L'endettement est maîtrisé, avec un poids des charges de structure dans le produit brut inférieur de 2 à 3 points chez les plus résilients à celui observé chez les moins résilients (INOSYS bovins lait). Le réseau INOSYS bovins viande pointe, comme autre facteur de résilience, le niveau de valorisation des produits grâce à une stratégie axée sur les filières de qualité. Cette stratégie est toutefois plus sensible aux attentes des marchés et des consommateurs.

Les enseignements pour notre Région

Le diagnostic AGE consiste à réaliser un diagnostic global de l'exploitation. Mise au point par les Chambres d'agriculture de Picardie dans le cadre de leur programme de développement, c'est une démarche d'investigation visant, au niveau d'une exploitation, à identifier et à apprécier les forces à exploiter et les faiblesses à corriger.

Pour ce faire, les résultats de l'exploitation sont comparés aux valeurs de référence du réseau INOSYS.

Une étude réalisée à partir des AGE de l'Oise montre que les exploitations en système bovins lait les plus efficaces économiquement ($EBE/PB \geq 30\%$) sont celles qui ont un bon niveau de production par UMO, et non celles qui produisent le plus de lait par vache laitière.

On constate également une différence sur les frais vétérinaires de 35 €/1 000 litres entre le quart supérieur et le quart inférieur : un niveau de production moins intensif permet d'avoir des animaux moins sensibles aux maladies. Par ailleurs, les exploitations les plus efficaces présentent une surface fourragère plus orientée vers l'herbe avec des coûts alimentaires inférieurs de 24 €/1 000 litres (dont 12 €/1 000



litres pour les concentrés). Les exploitations du quart supérieur obtiennent de meilleurs prix de vente, en partie grâce aux primes qualité et ont une meilleure maîtrise des charges opérationnelles et de structure. Les investissements sont davantage maîtrisés et la dépendance aux aides est plus faible : en moyenne le pourcentage aides/EBE est de 34% pour les exploitations du quart supérieur contre 69% pour les exploitations laitières diagnostiquées AGE dans l'Oise. Notons que le pourcentage aides/EBE monte à 150% pour les exploitations du quart inférieur.

Les élevages du quart supérieur en système viande présentent des points communs à ceux des systèmes laitiers : meilleure maîtrise des charges opérationnelles et des charges de structure, maîtrise de la qualité, optimisation de la main d'œuvre. Le complément de chiffre d'affaires apporté par un atelier orienté élevage pour les systèmes bovins lait ou par un atelier orienté végétal pour les systèmes bovins viande est une autre caractéristique des exploitations les plus performantes sur le plan EBE/PB. La diversité des productions et la diversification des débouchés permettent le plus souvent de sécuriser l'entreprise et de réduire son exposition aux risques. Enfin, la moindre dépendance aux aides est une autre caractéristique commune des systèmes bovins lait ou viande.

La résilience vue par les éleveurs...

Les réseaux d'élevage INOSYS ont également enquêté les éleveurs sur leur vision de la résilience.

En système viande ont été citées :

- l'anticipation des aléas (gestion des stocks fourragers, limitation des investissements non productifs),
- la maîtrise technique,
- la sécurisation des débouchés (circuits courts),
- la solidarité entre éleveurs.

En système lait ont été citées :

- l'importance de la vision du chef d'exploitation pour prendre les bonnes décisions,
- la diversification,
- la maîtrise des charges
- la recherche de l'autonomie alimentaire.

L'étude INOSYS relève trois autres facteurs de résilience non cités directement par les éleveurs laitiers et qui apparaissent pourtant dans les audits : la productivité du travail, les aides et la valorisation du lait.



...et par les conseillers

L'analyse des résultats des AGE montre la complexité de l'équation à résoudre pour une ferme d'élevage qui veut rester compétitive et résiliente. L'éleveur doit rechercher en permanence la performance, l'optimisation technique tout en étant gestionnaire et visionnaire. L'éleveur doit prendre des décisions stratégiques qui engagent son entreprise dans le temps, avec un cycle de production long, avec une faible rentabilité des capitaux immobilisés, dans un contexte général (économie, climat, environnement, société, réglementation) fluctuant. Cependant, les marges de progrès encore nombreuses (intrants cultures et élevage, charges de mécanisation, organisation du travail...) présagent des possibilités d'adaptation des éleveurs.

* avec le soutien financier du Conseil Régional Hauts-de-France



FOCUS SUR LES COÛTS DE MÉCANISATION :

43 %

C'EST LA HAUSSE DES COÛTS DE MÉCANISATION OBSERVÉE SUR LES SYSTÈMES D'ÉLEVAGE LAITIER EN DIX ANS

Durant les dix dernières années, les prix des métaux ont augmenté, la technologie, le confort d'utilisation du matériel n'ont pas cessé d'évoluer. Les agriculteurs ont suivi ces évolutions, ce qui a entraîné une hausse des prix du matériel et de son entretien.

Sur cette même période et malgré l'augmentation des surfaces d'exploitation, le capital « ferraille » (*) par hectare a augmenté de moitié pour atteindre 1 120 €/ha.

Quelles conséquences !

Le constat est sans appel : les résultats obtenus sur près de 850 audits AGE réalisés dans le cadre du plan de soutien à l'élevage lait viande nous montrent que :

- 73% des exploitations présentaient des EBE inférieurs aux références, dont 70% d'entre elles avec un niveau de charges de structure trop élevé. Parmi ces dernières, 67% avaient des coûts de mécanisation supérieurs aux exploitations référentes.

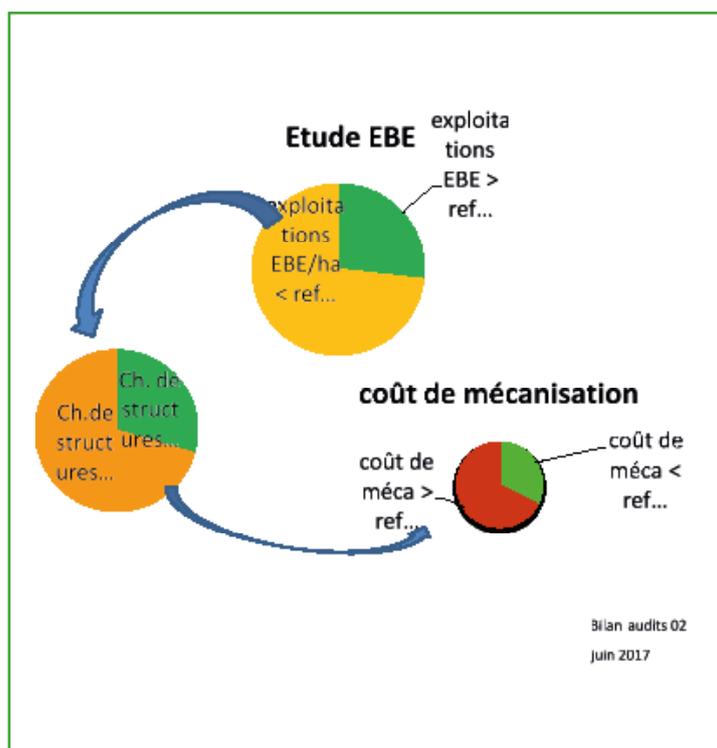
(*) valeur vénale du capital matériel

Des coûts de mécanisation qui s'élèvent à 456 €/ha pour les systèmes laitiers

Avec respectivement 104 et 117 €/ha, la traction et la récolte représentent à elles deux plus de 48% des coûts de mécanisation. Cependant depuis dix ans, le poste transport/manutention a plus que doublé pour atteindre en moyenne 93 €/ha. Il est suivi par les postes travail du sol et semis/épandage/pulvérisation qui ont également doublé mais qui pèsent moins dans le total des coûts de mécanisation.

Le poste transport/manutention apporte à l'exploitant un confort et une praticité qui ont un coût.

L'augmentation de ce poste représente ainsi 36% de la hausse globale des coûts de mécanisation. L'incidence de ce confort est difficilement mesurable et chiffrable sur la productivité de l'entreprise, alors qu'il participe de façon significative à l'augmentation des charges.



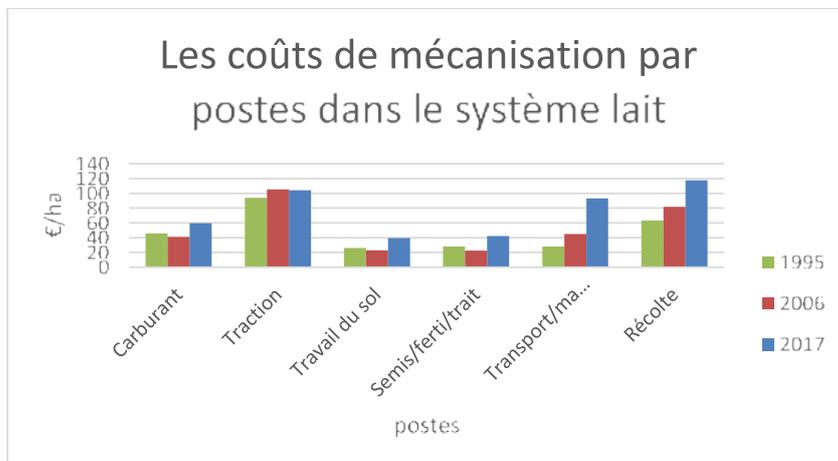


Le poste récolte est devenu le poste le plus coûteux sur ces exploitations devant la traction qui a peu évolué en dix ans malgré la hausse du prix des tracteurs, les investissements ayant été orientés davantage sur les autres postes.

Des marges de progrès sont encore possibles

Sur les exploitations les plus optimisées, malgré cette hausse récurrente quels que soient l'exploitation et le système, celles-ci présentent des coûts de mécanisation inférieurs de près de 30% par rapport aux exploitations moyennes, soit environ 150 € d'économie par hectare.

Les diviseurs hectare ou litre de lait ne suffisent pas à eux seuls à expliquer cette optimisation des coûts, bien au contraire. C'est une stratégie de mécanisation adaptée aux exploitations qui permet un meilleur résultat. Moins de chevaux par hectare associés à moins d'heures de traction par hectare ou aux 1 000 litres restent les indicateurs les plus fiables pour optimiser voire réduire les coûts. Alors que le système fiscal aurait tendance à pousser au suréquipement, la mécanisation reste un levier sur lequel l'agriculteur peut encore avoir une maîtrise certaine pour diminuer ses coûts : une meilleure organisation du travail, un changement des pratiques, une mutualisation des moyens, la sous-traitance de chantiers sont autant de solutions permettant d'améliorer la résilience des exploitations



Commission Économie et Filières Hauts-de-France

La Commission Économie et Filières des Chambres d'agriculture des Hauts-de-France s'est constituée début 2017. Elle est composée de membres élus des cinq chambres de la région (CA régionale, CA de l'Aisne, CA du Nord-Pas de Calais, CA de l'Oise et CA de la Somme).

Sa mission principale est d'appuyer les élus des Chambres dans leurs orientations sur les questions économiques en proposant des éclairages et des réflexions prospectives sur les tendances et enjeux de l'agriculture régionale et de ses filières.

Dans ce cadre, la Commission Économie et Filières a assuré le suivi des États Généraux du Végétal lancés par le Conseil régional des Hauts-de-France en novembre 2016. Un travail d'analyse et d'étude sur le poids des filières végétales régionales, leurs spécificités, leurs trajectoires et leur compétitivité a été réalisé. Parallèlement, une réflexion partenariale (filières, institutions, réseaux d'experts...) a été lancée par la mise en place de groupes de travail pilotés par des élus de la Commission en collaboration avec la Région afin de produire un plan d'actions concret pour les filières végétales des Hauts-de-France. Les travaux ont été restitués au Conseil Régional en octobre 2017 avec la formulation d'actions à mettre en place à court, moyen et long termes.

Les membres de la Commission ont également souhaité approfondir la question du poids de l'agriculture dans la région Hauts-de-France, afin de mettre en évidence son importance dans l'économie régionale. Une étude sur l'emploi généré par l'agriculture en région a été réalisée afin de mesurer précisément et d'analyser les tendances de l'emploi agricole direct et indirect (recherche et développement, transformation, négoce, logistique, services...). Les résultats des différents travaux menés par la Commission font pour la plupart, l'objet de publications diffusées sur le site internet de la Chambre régionale d'agriculture Hauts-de-France.

Contact : Service Économie et Prospective Chambre d'agriculture Hauts-de-France



RÉDACTEURS :

Philippe Billa, Chambre d'agriculture de l'Oise
philippe.billa@oise.chambagri.fr

Eric Demazeau, Chambre d'agriculture de l'Oise
eric.demazeau@oise.chambagri.fr

Guillaume Rautureau, Chambre d'agriculture de l'Aisne
guillaume.rautureau@ma02.org

Florence Le Dain, Chambre d'agriculture des Hauts-de-France
f.le-dain@hautsdefrance.chambagr.fr

Ont également participé à la réalisation de ce numéro :

Corinne Lescaudron-Wartelle – Chambre d'agriculture des Hauts-de-France
Chris Van Vanvaerenbergh - Chambre d'agriculture de l'Aisne

CONCEPTION GRAPHIQUE :

Céline Vano - www.celinevano.fr

L'observatoire Inosys régional et national a pour but d'observer et d'analyser l'évolution des systèmes d'exploitation au travers de suivis de fermes de référence et de simuler l'incidence de tous les changements techniques, économiques et réglementaires sur ces systèmes.



Avec la contribution financière
du compte d'affectation spéciale
« Développement agricole et rural »